

L'économie sociale et solidaire cherche sa voie royale



La crise sanitaire pourrait changer notre regard sur ce secteur (ESS) qui arrive de mieux en mieux à conjuguer réalisme économique et utilité sociale et environnementale. Le gouvernement ne s'y est pas trompé, aux territoires de saisir la balle au bond pour promouvoir cette 'autre économie'» moins mondialisée et plus humaine

Voilà des années que ce secteur n'arrive pas à se faire entendre, faute de moyens, du grand public. Il contribue néanmoins, autant que l'industrie, à la richesse nationale (10% du PIB) et occupe quand même 2,4 millions de salariés, soit 12% des salariés du secteur privé.

Mais sa composition en cinq grandes familles (associations, coopératives, mutuelles, fondations et sociétés commerciales ayant la qualité d'entreprises de l'ESS) rebute, par un effet mosaïque : beaucoup de petites structures, des champs d'action hétérogènes, un modèle d'entreprise 'engagée et responsable'



Ecrit par Hervé Tusseau le 21 avril 2021

qui reste flou et des performances 'extra-financières' difficiles à évaluer.

Depuis l'été dernier, une secrétaire d'Etat chargée de l'économie sociale, solidaire et responsable a été nommée. Olivia Grégoire agit pour le développement de cette « économie de proximité et d'orientation sociale en période de crise ». La ministre voudrait souligner l'exemplarité de ce tissu de TPE-PME qui met de longue date en avant l'intérêt général au moment de l'entrée en vigueur au mois de mars dernier d'une directive européenne obligeant les entreprises de plus de 250 salariés à publier un rapport sur leur 'pratiques sociales et environnementales'.

Elle promet de mettre le sujet sur la table lors de la prochaine présidence française de l'Union européenne en 2022 et se dit confortée par « une quête de sens chez les jeunes, comme chez les consommateurs ».

L'extension du domaine du fromage de chèvre

Les planètes s'alignent depuis la fin 2020. On sort un peu du flou. Les banques ont obligation - sans sanction - de consacrer 5% des encours du Livret A et du livret de développement durable et solidaires pour financer des crédits à l'ESS, soit environ 9 milliards. Un nouveau coup de pouce a été donné avec les 'contrats à impact' répondant à des besoins qui ne sont pas - ou mal - pris en charge par l'Etat. Les pouvoirs publics ont ainsi annoncé un appel à projet sur l'économie circulaire, un autre sur la lutte contre le gaspillage. La règle est simple : tout projet innovant, porté par des acteurs de l'ESS et financé par des investisseurs privés ou publics doit annoncer des objectifs précis pour être sélectionné. L'Etat délie sa bourse dès lors qu'ils ont été atteints, le meilleur usage des deniers publics étant confié au mieux disant.

« Ni philanthropie, ni subvention »

« Ni philanthropie, ni subvention », pourrait donc être le slogan de cette action sociale et solidaire, orientée par une solide logique d'investissement humain et financier qui progresse sur le chemin du pragmatisme.

Voilà peut-être la grande nouveauté. [Roland Davau](#), président depuis 2020 de la délégation Vaucluse de l'ESS abonde. « Il y a encore 5 ans, je n'avais aucune idée de ce qu'était ce secteur que j'avais identifié et associé, tout entier, à l'image du fameux producteur de chèvre post soixante-huitard, mais pas du tout à un modèle économique ». Pas de langue de bois pour ce représentant du monde sportif - 600 emplois dans le département nous dit-il - qui préside le Comité départemental olympique et sportif vaclusien. « Avant, nous avions une démarcation bien nette entre une activité économique profitable et tout un secteur d'activité diffus. Celui-ci revendiquait des valeurs et principes éthiques au nom desquels il était légitime d'être placé sous perfusion d'argent public. Aujourd'hui, on a des entreprises imprégnées de réalisme économique qui partagent une vision d'avenir sur quantité de sujets : démocratie, engagement collectif, utilité sociale, stratégie de long terme. »

Et Roland Davau de citer l'exemple ingénieux imaginé par « Les jardins de Solène ». Un transformateur qui achète des légumes au rebut du tri (calibre et aspect) ; les conditionne sous barquettes à composter en « prêts à cuisiner » pour les cantines, collectivités ou points de ventes dans un atelier situé à Pernes-les-Fontaines, employant des personnes en situation de handicap.

Le Vaucluse, une terre de prédilection

Même en temps de crise, les projets sortent, comme celui de l'association « L'étape » soutenu par [l'incubateur Camina](#) d'[Initiative Terre de Vaucluse](#). Il s'agit de l'initiative de deux jeunes femmes,



Ecrit par Hervé Tusseau le 21 avril 2021

briguant un diplôme de direction d'établissement ou de service d'intervention sociale dispensé par [l'IMF d'Avignon](#) qui propose depuis juin dernier aux centres équestres un service d'équithérapie, soin psychique - médiatisé par le cheval - conduit par un thérapeute. L'association fonctionne avec une dizaine de bénévoles et prévoit dès l'année prochaine d'ouvrir son propre centre près d'Avignon pour former des thérapeutes et accueillir ses publics : personnes en situation de handicap ou présentant des troubles du comportement ou du développement.

« Notre territoire est propice au développement de ces innovations parce que les entreprises de l'ESS y sont davantage présentes qu'ailleurs. Avec 19 000 salariés et 2 200 structures, ce secteur représente environ 15% de l'emploi privé. Il est aussi plus résilient face à la crise et c'est une chance pour son développement », ajoute Roland Davau qui a pris son bâton de pèlerin pour mobiliser préfet, sous-préfet à la relance et président de la chambre régionale de l'ESS autour d'un 'Tour des territoires' destiné à relancer l'activité.

Plan d'urgence de 30M€

Un plan d'urgence de 30M€, promis en janvier, complété par un fonds de solidarité (prolongé jusqu'au 30 juin) et la mobilisation de la [Banque des territoires](#) composent le dispositif de soutien spécifique au secteur ; auquel s'ajoute une quinzaine d'appels à projets pour soutenir son développement, principalement dans les domaines de la solidarité, de l'agriculture et de l'alimentation, de la culture et du tourisme.

Au plan régional, la chambre régionale dont le budget frôle les 870 000€, peine cependant à élargir ses moyens d'action. Elle avait pourtant lancé un fonds (Inves'st Provence Alpes Côte d'Azur) - dont elle n'est pas gestionnaire - par émission de titres associatifs en 2019. La prospection des dossiers, ralentie par la crise sanitaire, se poursuit auprès des entreprises d'insertion, de l'habitat et du tourisme social. C'est un écueil au moment où l'oreille du public n'a sans doute jamais été aussi favorable au développement d'une 'autre économie' - moins mondialisée et plus humaine.